

DES SORNETTES AUX SONNETTES

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Un vent fort a balayé le nord de la France après que la neige a un temps perturbé la circulation. Ces aléas climatiques hivernaux ont mobilisé la France, dont l'inconfort passager ne peut aucunement être comparé aux conditions de survie des Ukrainiens et des Gazaouis.

L'enlèvement *manu militari* de Nicolas MADURO, despote du Venezuela, par les troupes américaines commandées par Donald TRUMP, au mépris de toutes les règles du droit international mises en place après la Deuxième guerre mondiale, a ébranlé les colonnes du temple de l'ordre mondial, et montré que la démocratie américaine pouvait se comporter aussi mal qu'un dictateur russe attaquant traitreusement l'Ukraine en février 2022. La force a, par deux fois, primé le droit.

Pire, le fantasque occupant de la Maison-Blanche, largement élu par les Américains, m'a fait penser au Charlie CHAPLIN jouant avec un globe terrestre dans le film *Le dictateur* {extraordinaire acte de Résistance en 1940}. Jaloux de l'étendue de la Russie qui s'étale sur sept fuseaux horaires, Trump veut planter la bannière étoilée sur le Canada, qui ne s'est pas montré enthousiaste, et, sur le Groenland, dont la surface est cinq fois celle de la France et la population seulement de 66 000 habitants. Entre deux portes de l'avion présidentiel, le président a dit que l'opération Groenland sera achevée d'ici deux mois.

Voici les pays européens défiés à horizon de fin février. Le Groenland est, au sein de l'Union européenne des 27 États, un territoire d'outre-mer (comme les Antilles françaises, trop petites et pauvres pour que Trump s'y intéresse ?). Et le Danemark, qui assure la tutelle de ce territoire, est membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont la règle cardinale est que les membres sont solidaires en cas d'agression extérieure. Il est évidemment impensable, ou du moins c'était impensable jusqu'à présent, qu'un membre de l'OTAN, en l'occurrence les États-Unis, agresse un autre membre de l'OTAN, en l'occurrence le Danemark. Or, c'est ce qu'il risque d'arriver d'ici une poignée de semaines, avec une probabilité de 50% selon François HEISBOURG (*Les Échos* 8 janvier). Alors que faire ? Le temps des beaux discours est terminé, il faut passer à l'action. Mais comment résister au mépris écrasant que Donald Trump professe pour l'Europe, mépris qu'il partage avec l'agresseur Poutine ? Essayons de passer des sornettes aux sonnettes ! L'Europe doit être crédible dans le monde, en Ukraine et au Groenland.

Dans le monde, l'actualité est la signature du traité de libre-échange avec le *Mercosur* (Brésil, Argentine, Bolivie, Paraguay, Uruguay). Regardé par le petit bout de la lorgnette, comme le fait le président français pour des raisons de politique intérieure, c'est un traité commercial qui ouvre un marché de 264 millions

d'habitants aux produits industriels et agricoles européens et qui, caricaturé par ses adversaires, va troquer des voitures allemandes contre du *beefsteak latino*. En fait, ce traité, concomitant avec une grave épidémie, révèle la crise ancienne et profonde de l'agriculture française. Deux modèles s'opposent depuis les années 1960, celui d'une agriculture de **paysans**, privilégiant la qualité et l'engagement humain, et celui de l'**agrobusiness**, de grandes exploitations avec force machines, engrais et pesticides, qui jouent la quantité et asservissent les agriculteurs aux banques et aux firmes géantes de l'agro-alimentaire. La FNSEA, dirigée actuellement par un responsable de l'agrobusiness, cogère depuis des lustres la politique agricole avec les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédés, un peu comme une corporation de l'État vichyssois de triste souvenir. Récemment, la nouvelle « Coordination rurale », dont le responsable fait pousser du maïs sur 300 hectares, exploite le mécontentement rural sans faire de propositions claires. Seul le troisième mouvement, la « Confédération paysanne », défend un modèle d'agriculture familiale et de qualité, jouissant de la « préférence communautaire », mais elle est trop faible pour peser. Elle mériterait davantage de soutien de la société civile et des partis de gauche.

Par le grand bout de la lorgnette, le traité de Mercosur est un acte politique bénéfique pour asseoir la puissance hésitante de l'Europe dans le monde. Depuis son origine, la Communauté européenne a été l'actrice de « la paix par le commerce ». Cette stratégie, opposée à celle du « commerce par la force » déployée par les USA, est plus opportune que jamais. Nous devons soutenir le Brésil, dont le président Luis Ignacio LULA résiste aux *diktats* de Trump. Et l'Europe, par ces traités de commerce et de coopération, doit appuyer les pays du **Sud global**, qui veulent échapper aux emprises des États-Unis et de la Chine : Inde, Indonésie, Asie du Sud-Est, Japon, Corée, ensemble de l'Afrique. L'attitude française actuelle, refusant le traité du Mercosur, est illisible et grotesque.

L'Ukraine n'est pas dans le domaine des sornettes mais plutôt dans celui des accommodements. **L'Europe finance encore trop l'effort de guerre russe** et doit rapidement, c'est-à-dire dans les jours qui viennent, prendre des sanctions radicales pour pousser Poutine à la paix et Trump au respect. Ainsi la France devrait décider du jour au lendemain de ne plus acheter de gaz russe en provenance de l'Arctique (Total Énergie s'en remettra) et interrompre ses achats d'uranium enrichi, source de subordination incompréhensible. Les pétroliers fantômes qui vont de la Russie à l'Inde, devraient être bloqués par les marines européennes. Les avoirs russes devraient être saisis et tournés vers le financement de l'effort de guerre et, plus tard, de reconstruction de l'Ukraine.

Venons-en au Groenland. Vous avez noté que la France et le Royaume-Uni ont annoncé qu'ils étaient prêts à déployer des forces militaires en Ukraine, une fois la paix ou tout au moins un cessez-le-feu acquis. Ceci, sur le modèle de la conclusion de la guerre de Corée (1950-53). Là-bas, les deux adversaires se regardent par-dessus une ligne de démarcation fortifiée et 28 000 soldats américains

sont stationnés en permanence en Corée du sud. Leur capacité militaire propre est faible mais ils jouent le rôle de **sonnette**. S'ils sont victimes d'une attaque, ils déclenchent l'arrivée automatique de renforts, ce qui a suffi jusqu'à présent pour que la Corée du nord n'agresse que verbalement sa sœur ennemie.

Le concept de sonnette est intéressant dans le cas du Groenland. Les États-Unis y ont une base militaire à Pittufik, qui a accueilli jusqu'à 10 000 soldats au plus chaud de la guerre froide pour surveiller l'adversaire soviétique tout proche. Ils n'y sont plus que 150 aujourd'hui, mais Trump pourrait en accroître fortement et rapidement les effectifs pour prendre le contrôle d'un territoire indéfendable. Imaginons que les pays européens, en l'occurrence la France et le Royaume-Uni, installent vite 150 militaires au Groenland pour «aider» le pauvre président américain à lutter contre les incursions maritimes de la Russie et de la Chine convoitant les passages du grand Nord. Ces troupes alpines ou marines venant d'Europe joueraient le rôle de **sonnettes**, pour protéger le Groenland, territoire européen, de toute agression, quelle qu'en soit l'origine ! Si les effectifs américains progressaient brusquement, les effectifs militaires européens suivraient le mouvement : entre alliés, il ne faut pas marchander !

Cette tactique européenne d'une alliance du **tac-au-tac**, pourrait être étendue à d'autres domaines. Thierry BRETON, ancien commissaire européen {que le président Emmanuel MACRON aurait dû maintenir comme membre français de la Commission de Bruxelles}, a été interdit d'accès au territoire américain parce qu'il a eu l'audace de vouloir réguler l'activité des géants de la *Silicon Valley* sur le territoire de l'Union. Cette décision aurait dû provoquer l'interdiction d'entrée en Europe d'une personnalité américaine de même notoriété, par exemple Steve BANNON, idéologue trumpiste qui fréquente assidûment les meetings des partis d'extrême-droite européenne.

Make America Great Again (MAGA) : la « magalomanie » est une épidémie contagieuse qui sévit aux États-Unis, en Russie, même en Chine, et elle s'étend en Europe. Le comportement de Trump me rappelle celui du sale adolescent qui terrorisait sa classe et son professeur dans *Blackboard jungle*, admirable film de Richard BROOKS (1955). Glenn FORD, jeune professeur d'anglais, veut séduire une classe difficile d'un quartier populaire de New-York et lui propose d'écouter ses disques de jazz. La brute du fond détruit ces disques chéris et en vient à frapper au couteau l'enseignant courageux. Le film, américain, se finit bien.

À nous Français, de dépasser nos querelles misérables sur le fonctionnement de la médecine et le déséquilibre du budget. Bien avant les élections municipales de mars 2026, passionnons-nous pour les crises internationales que Trump va multiplier d'ici les élections américaines de *mid-term* (novembre 2026). Ayons foi dans la démocratie américaine et dans la Cour Suprême qui freinera les abus de pouvoir les plus flagrants. Et vive l'Europe humaniste !

11 janvier 2026

